

CENTENAIRE DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

Le long chemin



vers l'égalité

Le 8 mars, la Journée internationale des femmes fêtera ses 100 ans. Si la condition féminine a évolué depuis un siècle, force est de constater que la route qui mène à l'égalité avec les hommes est encore longue. En cause, selon les spécialistes du « genre », la société, qui attribue des rôles à chacun des sexes et tend à les présenter comme innés. Si ces rôles ne sont pas déterminés à la naissance, pourquoi est-il si difficile d'y échapper et de les faire évoluer ? Comment le genre façonne-t-il l'ensemble de notre société ? Et au final, pourquoi les femmes n'y trouvent-elles pas la place qu'elles devraient avoir ? *Le journal du CNRS* s'est, pour la première fois, penché sur le « genre », tant du point de vue des recherches que de l'engagement du CNRS en matière d'égalité professionnelle.

Dossier réalisé par Stéphanie Arc et Philippe Testard-Vaillant
Illustrations de Damien Elroy Vignaux

Quand le genre façonne le social

Nâître homme ou femme, finalement, qu'est-ce que cela change, hormis quelques variantes anatomiques ? Qu'on se le dise, outre la possibilité d'enfanter, cela change tout (ou presque), à peu près partout dans le monde, et dans certains pays plus que d'autres. Du prénom que l'on porte à la couleur de nos chaussettes, de l'éducation que l'on reçoit à la profession que l'on exerce, et jusqu'au nombre de lessives que l'on fait par semaine, la vie de chacun et chacune est considérablement influencée par... la nature et la forme de ses organes génitaux. Tous les domaines de l'existence, de la sphère publique à la conjugalité, sont ainsi marqués par le sceau du sexe. Ou plutôt celui du genre. Car « on ne naît pas homme ou femme, on le devient », et c'est justement ce que dit ce terme forgé par les féministes dans les années 1970. Employer « genre » et non « sexe », c'est dire que ce qu'on qualifie de « masculin »

et de « féminin » relève de normes et de catégories sociales. Le concept de genre désigne ainsi la dimension sociale des rôles différenciés et hiérarchisés qu'on attribue aux individus selon qu'ils et elles sont déclarés « garçon » ou « fille » à la naissance. Des rôles qui contraignent plus ou moins fortement tant les hommes que les femmes. Et ce dès le plus jeune âge puisque les bambins, avant même qu'ils ne soient capables de s'identifier eux-mêmes comme garçon ou fille, sont baignés dans un environnement déjà sexué (leurs parents décorent leur chambre, les habillent différemment et leur proposent des activités et des jouets « appropriés »). Ainsi, « le genre inspire pratiquement toutes les manières d'être et de faire, d'interagir, de s'apprêter, de se vêtir, de se mouvoir »¹. Mais ce concept désigne aussi, selon Maurice Godelier, anthropologue au Centre de recherche et de documentation sur l'Océanie (Credo)², « la position sociale des femmes et des hommes dans >





> une société, et donc le rapport entre les deux sexes, puisque les positions de l'un et de l'autre sont liées ». Rapport, certes, mais pas nécessairement de domination, c'est-à-dire « d'asymétrie entre les deux sexes face au pouvoir, à la gouvernabilité, aux richesses ou au contrôle des corps, précise le chercheur, tout en concédant que « très peu de sociétés dans le monde attribuent aux femmes des rôles sociaux importants ». Il cite le rare exemple des Nagavasi, cette société tribale matrilineaire d'Océanie, dans laquelle « les femmes, propriétaires du sol, gèrent à la fois une richesse traditionnelle qui est la terre et une richesse moderne qui est l'argent : une puissance sociale qui n'est même pas accessible à beaucoup de femmes dans nos sociétés dites occidentales ».

DES ÉCARTS DE SALAIRE DE 25 %

Car si par leurs luttes, les femmes ont dans nos sociétés fini par conquérir une égalité de droits avec les hommes, les inégalités perdurent dans les faits. En ce sens, le genre s'avère un rapport social asymétrique au profit des hommes et au détriment des femmes. Bien que, comme le rappelle la sociologue Margaret Maruani, directrice du Mage³, la seconde moitié du xx^e siècle ait été, « dans l'ensemble des pays développés, porteuse de transformations sociales majeures pour les femmes : liberté de l'avortement et de la contraception, droit de vote et parité, croissance spectaculaire de l'activité professionnelle et percée des

LA VÉRITABLE HISTOIRE DU 8 MARS

La Journée internationale des femmes fête ses 100 ans ! L'occasion de revenir sur ses origines, objet d'un mythe selon Françoise Picq¹, historienne, qui l'a « démasqué » dès la fin des années 1970 : « À l'époque, toute la presse militante, du PCF et de la CGT, comme celle des "groupes femmes"² du Mouvement de libération des femmes, relayée par les quotidiens nationaux, écrivait que la Journée des femmes commémorait le 8 mars 1857, jour de manifestation des couturières à New York. » Or cet événement n'a jamais eu lieu ! « Les journaux américains de 1857, par exemple, n'en ont jamais fait mention », précise Françoise Picq. Et il n'est même pas évoqué par celles qui ont pris l'initiative de la Journée internationale des femmes : les dirigeantes du mouvement féminin socialiste international. Car c'est un fait, « c'est en août 1910, à la II^e conférence internationale des femmes socialistes, à Copenhague, à l'initiative de Clara Zetkin, militante allemande, qu'a été prise la décision de la célébrer ». La date du 8 mars n'est pas avancée, mais le principe est admis : mobiliser les femmes « en accord avec les organisations politiques et syndicales du prolétariat dotées de la conscience de classe ». La Journée des femmes est donc l'initiative du mouvement socialiste et non du mouvement féministe pourtant très actif à l'époque.

scolaires féminines... », ces conquêtes demeurent pour la plupart inachevées. Et la domination masculine perdure dans les mentalités. Qu'il s'agisse de la vie familiale, politique, professionnelle, les femmes rencontrent encore des obstacles sur la voie de l'égalité.

C'est d'ailleurs pourquoi Anne-Marie Devreux, sociologue au Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris (Cresppa) ⁴ qu'elle dirige, privilégie l'expression « rapports sociaux de sexe » qui explicite, selon elle, « bien plus que le terme de "genre", le fait qu'un groupe social (hommes) profite du travail et de l'infériorisation symbolique de l'autre groupe (femmes) ». Pour elle, si le genre est partout, c'est parce que ces rapports sociaux organisent tout à la fois le travail (activités professionnelle et domestique), le pouvoir (au sens large : au sein de la famille, du monde politique comme de l'entreprise, etc.) et... la pensée des individus.

Concrètement ? Dans la sphère professionnelle, en France, les écarts de salaire entre hommes et femmes demeurent en moyenne autour de 25 %. Plus flagrant, ajoute Margaret Maruani, « si vous prenez des jumeaux, fille et garçon, qui ont suivi les mêmes études, travaillent dans la même entreprise, font le même métier, la première sera payée 5 à 15 % de moins ! » Ajoutons que 80 % des travailleurs au Smic et 80 % des travailleurs à temps partiel sont des femmes, que 80 % des bas salaires sont perçus par des femmes et qu'elles

sont plus touchées par le chômage. « Cela, alors qu'elles sont aujourd'hui plus instruites et plus diplômées que les hommes ! Et qu'elles constituent près de la moitié des actifs », poursuit la sociologue du travail qui met l'accent sur les paradoxes des mutations contemporaines. On aurait donc pu s'attendre à une régression massive des inégalités, d'autant que l'arsenal législatif qui garantit l'égalité existe. Mais voilà... les lois ne sont pas appliquées. Or, pour Margaret Maruani, « la situation ne changera pas d'elle-même. Surtout que les politiques de l'emploi et de la famille favorisant les temps partiels et les congés parentaux, pris à 98 % par les femmes, viennent contrecarrer les mesures en matière d'égalité professionnelle ».

Même topo pour le « travail à la maison ». Les hommes font, en moyenne, seulement un tiers de la totalité du travail domestique, « et encore en y intégrant le bricolage ! », précise Anne-Marie Devreux. Et un quart du travail parental. Chaque semaine, les femmes fournissent ainsi quelque 14 heures de travail « bénévole » de plus que leur cher et tendre (30 heures contre 16 en moyenne). Labeur grâce auquel ces derniers disposent d'un temps et d'une énergie considérables à investir dans leur carrière et... leurs loisirs ! Pas étonnant donc « qu'ils résistent aux changements vers l'égalité ou tentent de regagner les bénéfices de la domination masculine », termine la chercheuse.

Dernier exemple, celui de la vie politique, haut lieu de résistance masculine. En dépit des lois

sur la parité dont les premières datent de 2000, bien peu de femmes sont élues et, selon le niveau des élections, leur sous-représentation dramatique témoigne de l'inégale répartition du pouvoir ⁵. Et Anne-Marie Devreux de conclure par cette touche d'humour : « Dans les esprits, la parité, c'est le tiers : quand on atteint un tiers du temps ou une femme pour deux hommes, on pense avoir atteint l'égalité entre les sexes ! »

LANGUE SOUS DOMINATION

Le langage est également un témoin de l'omniprésence du genre dans nos vies. De la conversation de comptoir aux écrits scientifiques, la langue montre que le genre ne se manifeste pas que par des pratiques de division du travail et du pouvoir. Or, dans la domination des hommes sur les femmes, les systèmes de représentations ne sont pas moins importants que la dimension matérielle. Pour Claire Michard, linguiste ⁶, « si les rapports sociaux ont un effet sur le symbolique, et donc sur la langue, les représentations qu'elle véhicule contribuent à la reproduction de la domination ». Notons tout d'abord, partie visible de l'iceberg, un ensemble de dissymétries entre le genre (grammatical) masculin et le genre féminin : en français, « le masculin l'emporte » ; la capacité référentielle du genre masculin est aussi plus grande puisqu'il s'applique à l'ensemble des individus, hommes et femmes ; il s'avère enfin plus valorisant : « il vaut mieux >

« C'est justement pour contrecarrer l'influence des groupes féministes sur les femmes du peuple que Clara Zetkin propose cette journée, précise l'historienne. Elle rejetait en effet l'alliance avec les "féministes de la bourgeoisie". » Quelques années plus tard, la tradition socialiste de la Journée internationale

des femmes subit le contrecoup du schisme ouvrier lié à la III^e Internationale. C'est en Russie que la Journée des femmes connaît son regain : en 1913 et en 1914, la Journée internationale des ouvrières y est célébrée, puis le 8 mars 1917 ont lieu, à Petrograd (aujourd'hui Saint-Petersbourg), des manifestations d'ouvrières que les bolcheviques désignent comme le premier jour de la révolution russe. Une nouvelle tradition est instaurée : le 8 Mars sera dès lors l'occasion pour les partis communistes de mobiliser les femmes. Après 1945, la Journée des femmes est officiellement célébrée dans tous les pays socialistes (où elle s'apparente à la fête des mères !). Mais alors comment est né le mythe des couturières new-yorkaises ? « C'est en 1955, dans L'Humanité, que la manifestation du 8 mars 1857 est citée pour la première fois », explique Françoise Picq. Et l'origine légendaire, relayée chaque année dans



C'est Clara Zetkin, une enseignante, journaliste et femme politique allemande, qui est la réelle instigatrice de la Journée internationale des femmes.

Les manifestations de femmes ouvrières qui se déroulent à Petrograd en 1917 amorcent la révolution russe.

la presse, prend le pas sur la réalité. Pourquoi détacher le 8 Mars de son histoire soviétique ? « Selon l'une de mes hypothèses, poursuit-elle, Madeleine Colin, qui dirige alors la CGT, veut l'affranchir de la prédominance de l'UFF³ et du parti communiste, pour qu'elle suive ses propres mots d'ordre lors du

8 Mars. La célébration communiste de la Journée des femmes était devenue trop traditionnelle et réactionnaire à son goût... » Et c'est pourquoi, en se référant aux ouvrières américaines, elle la présente sous un nouveau jour : celui de la lutte des femmes travailleuses...

SA

1. Université Paris-IX-Irises.
2. Ces groupes constituèrent la tendance « lutte des classes » du MLF.
3. Organisation féminine dirigée par des communistes.

Contact : Françoise Picq, francoise.picq466@orange.fr



© Bettmann/CORBIS



> être un grand poète plutôt qu'une grande poétesse », souligne la linguiste. Ainsi qu'un entraîneur plutôt qu'une entraîneuse ou un maître plutôt qu'une maîtresse ! Ensuite, au-delà du genre grammatical, des dissymétries lexicales en disent long : ainsi, les différents sens du terme « femme » et du terme « homme » ne sont pas « symétriques ». « Dans son premier sens, détaille Claire Michard, "homme" signifie "être humain", ce qui n'est pas le cas de "femme". Dans son deuxième sens, "femme" signifie "épouse", soit "femme de...", ce qui n'est pas le cas de "homme", qui devient "mari". Et c'est pareil pour "fille" et "fille de..." opposé à "garçon" et "fils" : la polysémie des noms désignant les femmes amalgame sens relationnel et sens hors relation. » Dernier exemple parmi tant d'autres, la manière dont nos phrases sont construites : « Dans les discours d'anthropologues que j'ai analysés, de nombreuses constructions grammaticales annulent la propriété d'agent pour les femmes ("le campement est pour les femmes le lieu où s'accomplissent leurs activités spécifiques"). Tandis que les hommes sont surdéterminés en tant qu'agents ("les hommes explorent la forêt avec minutie pour en exploiter systématiquement toutes les ressources"). » Anecdотiques, ces formulations ? On aurait tort de le croire. Elles témoignent d'une idéologie si intégrée en chacun de nous qu'on ne la remarque pas. « Pour faire évoluer les discours et la langue, la féminisation des professions risque de ne pas suffire ! », estime Claire Michard.

Voilà qui prouve à quel point certains « réflexes » sont encore ancrés dans les mentalités. « Et pour cause, retrace Maurice Godelier, cette asymétrie

de statut s'est instaurée il y a des milliers d'années. » Assurément, la domination masculine, phénomène complexe, ne saurait s'élucider par un facteur unique ni universel. Et « l'humanité n'a pas attendu les Européens et le XVIII^e siècle pour inventer des formes d'égalité relatives », insiste-t-il. Toutefois, selon lui, la volonté de mainmise des hommes sur la reproduction a joué un rôle primordial dans l'instauration de la domination. Pour contrôler cette fécondité qui leur échappe, fondamentale pour la survie du groupe, les hommes

construisent des systèmes de parenté qui leur assurent l'appropriation du corps des femmes. Le chercheur poursuit : « Ces rapports de parenté reposent très souvent sur le principe de l'échange des femmes par les hommes entre les différents clans ». Pour justifier ces pratiques, maintes sociétés tribales élaborent des récits mythiques. Les Baruya, tribu de Papouasie-Nouvelle-Guinée, racontent par exemple que la femme ne « fabrique » pas vraiment l'enfant mais en est seulement le réceptacle ; ils appellent l'utérus *gilia*, le « sac » ; et c'est d'abord et seulement le sperme de l'homme qui le fabrique (avec l'aide du Soleil, divinité des Baruya). « Quels que soient les imaginaires de la fécondité, écrit l'anthropologue Françoise Héritier, [...] les femmes [sont envisagées] comme des objets mis à disposition des hommes pour faire des fils. »⁷

UNIVERS DOMESTIQUE

Faire des fils à leurs époux, c'est encore la fonction que leur assigne le Code civil promulgué en 1804. Ainsi, justifie-t-il leur mise sous tutelle paternelle et maritale. Pour Geneviève Fraisse, historienne et philosophe au CNRS⁸, comme pour Michèle Riot-Sarcey, historienne⁹, la fin du XVIII^e siècle constitue un tournant majeur dans l'histoire de l'émancipation des femmes. Bouleversement radical, la Révolution française proclame l'égalité des droits : « La liberté devient alors pensable, voire accessible pour tous et toutes, souligne Michèle Riot-Sarcey. Néanmoins, la société restait fondée sur la hiérarchie des groupes sociaux, dont la domination homme-femme est un élément de référence. » Il fallait donc écarter les femmes de l'espace politique... ce qui fut fait par la séparation des sphères privée (« la famille ») et publique (« la Cité »), que Geneviève

TROIS PIONNIÈRES DU GENRE

Si la fameuse « parité » est devenue aujourd'hui un thème majeur, sans doute le doit-on en partie à trois chercheuses du CNRS, figures atypiques dont les travaux, dès les années de l'immédiate après-guerre, ont favorisé l'émergence de la question des femmes dans le champ sociologique, et ce contre vents et marées. La première, **Madeleine Guilbert**, décédée en 2006 à l'âge de 95 ans, a joué un rôle précurseur dans l'étude du travail des ouvrières, de leur place dans l'industrie et de leur rapport au monde syndical. Entrée en 1950 au Centre d'études sociologiques de Georges Friedmann, « à une époque où tous ses prestigieux collègues décrivaient le travail au masculin neutre, elle a mis en évidence les cloisonnements étanches existant entre travail masculin et féminin, et souligné la surexploitation de la main-d'œuvre féminine », explique Margaret Maruani, directrice du GDR Marché du travail et genre en Europe (Mage). **Viviane Isambert-Jamati**, quant à elle, a surtout étudié le poids des contraintes sociales, économiques et idéologiques qui relèguent les femmes à un statut inférieur dans l'univers du travail. **André Michel**, enfin, s'est polarisée sur la place des femmes dans la sphère familiale. « Le grand mérite de ces trois pionnières – dont les travaux "subversifs" n'ont pas eu, dans les années 1960, l'accueil qu'ils auraient pu ou dû recevoir –, mais que d'autres générations de chercheurs ont repris par la suite, est d'avoir porté la légitimité de toutes ces questions au CNRS », conclut Margaret Maruani.

Philippe Testard-Vaillant

Contact : Margaret Maruani, margaret.maruani@mage.cnrs.fr

Fraisse désigne comme « la séparation des deux gouvernements : gouvernement domestique et gouvernement politique ». Dès lors, le Code civil maintient les femmes, et pour longtemps¹⁰, dans l'univers domestique. Après tout, prétend-on dans la foulée des philosophes des Lumières (Condorcet exclu), ne sont-elles pas faites pour être mères ? De surcroît, explique Michèle Riot-Sarcey, « l'assignation des femmes à résidence était la condition de la liberté du citoyen » : en effet, la citoyenneté s'élargit alors aux classes prolétaires et n'est plus l'apanage de ceux que leur fortune dispense de travailler. Or son exercice demande de l'instruction (la démocratie appelle le débat, lequel suppose un certain savoir) et s'instruire demande du temps : le travail domestique des femmes permettait alors aux ouvriers de disposer de la disponibilité requise par leur nouvelle citoyenneté.

« Si la démocratie a permis de penser l'égalité homme-femme, conclut Geneviève Fraisse, elle produit aussi l'exclusion des femmes, et ce sans jamais l'annoncer. » Et c'est d'ailleurs, précisément ce paradoxe qui, au cours des XIX^e et XX^e siècles « a rendu l'émancipation possible et le féminisme nécessaire ! » Nécessaire, le féminisme le reste, pour parvenir à l'égalité homme-femme, partout dans le monde. Peut-être aussi pour déraciner le régime du genre, qui distribue les rôles et prouve les différences individuelles qui y dérogent...

Stéphanie Arc

1. Priscille Touraille, « Genre et sexe : sortir de l'imbricolage conceptuel », in *Aux origines de la sexualité*, Pierre-Henri Gouyon (dir.), éd. Fayard, 2009.
2. Unité CNRS / EHESS / Université de Provence-Aix-Marseille-1.
3. GDR Marché du travail et genre en Europe.
4. Unité CNRS / Université Paris-VIII.
5. En 2004, les femmes étaient à peine 4% à la présidence des conseils régionaux.
6. Auteure de *Sexisme & sciences humaines. Pratique linguistique du rapport de sexe*, Presses universitaires du Septentrion, 2008 [1982].
7. « Enfanter le même ou le différent », in *Aux origines de la sexualité*, Pierre-Henri Gouyon (dir.), éd. Fayard, 2009.
8. Institut d'esthétique des arts et technologies, Unité CNRS / Université Paris-I.
9. Université Paris-VIII-Saint-Denis.
10. Jusqu'en 1965, les femmes mariées étaient censées obtenir l'autorisation de leur époux pour avoir un emploi salarié.

CONTACTS

- Maurice Godelier, godelier@ehess.fr
- Margaret Maruani, margaret.maruani@mage.cnrs.fr
- Anne-Marie Devreux, anne-marie.devreux@csu.cnrs.fr
- Claire Michard, claire.michard@orange.fr
- Geneviève Fraisse, genevieve.fraisse@wanadoo.fr
- Michèle Riot-Sarcey, m.riot-sarcey@wanadoo.fr

RECHERCHE, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR... LE CONSTAT DES INÉGALITÉS

Tant dans la recherche qu'à l'université, quelle est, aujourd'hui, la place des femmes en France ? Rencontrent-elles, dans ces secteurs aussi, les obstacles qui les pénalisent encore dans l'ensemble du monde du travail ? À n'en pas douter, affirment les sociologues dont Catherine Marry¹, qui ont apporté la preuve chiffrée de ces persistantes inégalités sexuées. Tout d'abord, les femmes y demeurent minoritaires numériquement, puisque toutes disciplines et tous grades confondus, on compte environ une femme pour deux hommes parmi les chercheurs et les professeurs de l'enseignement supérieur. Certes, elles sont plus nombreuses aujourd'hui qu'hier à décrocher un poste d'enseignant à l'université. Ces dernières décennies, la féminisation des postes de débutants dans l'enseignement supérieur est continue. Ainsi, « en biologie, sciences de la vie ou lettres, on recrute actuellement une femme sur deux parmi les maîtres de conférences », précise Catherine Marry. Dans les recrutements de chercheurs, cette féminisation est plus variable selon les années et les disciplines. Mais depuis la création du CNRS, en 1939, « c'est un peu l'encéphalogramme plat en termes de féminisation : la part des femmes parmi les chercheurs ne décolle pas des 30 % ». Alors qu'elles sont pléthore dans le personnel d'assistance de recherche et d'administration... Mais quelle que soit l'ampleur de la féminisation à la base, celle du sommet résiste. « Le monde académique n'échappe pas au plafond de verre qui pèse sur la carrière des femmes », explique la chercheuse. Autrement dit, « dans toutes les disciplines, leur part s'étiole au fil de la hiérarchie des grades, des honneurs, des responsabilités et des rémunérations ». Ainsi, en 2007, les femmes occupaient 19 % des postes de grade A (18 % des professeurs à l'université et 24 % des directeurs de recherche au CNRS). Et elles étaient 39 % aux postes de grade B (40 % des maîtres de conférences et 40 % des chargés de recherche). Si les femmes accèdent plus souvent à des postes élevés dans la recherche qu'à l'université, ces chiffres bousculent toutefois a priori selon lequel le recrutement par concours, plus

méritocratique et universel, garantirait une égalité de carrière entre hommes et femmes. Ajoutons à cela que ces constats perdurent... Et ce même dans des disciplines que les femmes ont investi de longue date et où elles ont eu des succès éclatants, telle la biologie². Comment expliquer qu'elles puissent moins souvent que les hommes accéder aux postes les plus hauts ? Par les mécanismes complexes de la domination masculine... « Dans le domaine de la recherche, on allègue souvent que les femmes, parce qu'elles sont mères, ont une productivité scientifique moindre que les hommes. »³ Or, d'une part, cela n'est pas avéré en nombre de publications, d'autre part la qualité compte tout autant que la quantité pour être bien évalué. Il a par ailleurs été montré que le statut familial (mariage, présence d'enfants) n'a pas d'influence significative sur la production. En revanche, « ce qui compte pour obtenir des résultats scientifiques et les valoriser, c'est de travailler dans une institution prestigieuse, avec une équipe porteuse et disposant de crédits importants », explique Catherine Marry. Autant d'avantages auxquels les hommes ont encore plus facilement accès. Sans compter que les femmes assument la majeure partie du travail domestique et parental, et doivent jongler, de la pailasse à la crèche, avec éprouvettes et biberons!

SA

1. Centre Maurice Halbwachs, Unité CNRS/EHESS/ENS.
2. Voir l'enquête de Catherine Marry (dir.) pour la Mission pour la place des femmes au CNRS sur les carrières féminines en sciences de la vie au CNRS en 2003-2004.
3. « Chercheuses entre deux passions : l'exemple des biologistes », avec Irène Jonas, in *Travail, genre et sociétés*, n° 14, 2005.

Contact : Catherine Marry, catherine.marry@ens.fr





> L'alibi de la nature

On finirait par croire qu'il existe un gène des arts ménagers ou une hormone de l'informatique ! Du moins à en lire les best-sellers qui prétendent que « les hommes viennent de Mars » (et ne savent pas se servir du lave-vaisselle) et « les femmes de Vénus » (et ne savent pas lire les cartes routières). Leur caution ? Les travaux de scientifiques, surtout anglo-saxons, qui s'échinent à montrer que si les aptitudes des femmes et des hommes diffèrent, c'est pour des raisons biologiques. Et d'en conclure que cela explique les rôles des hommes et des femmes dans la société : ils et elles n'y feraient que ce qu'ils sont finalement « déterminés » à faire (aux hommes les carrières politiques, aux femmes la maternité). Sans affirmer d'emblée que rien ne nous distingue « biologiquement », que penser de ces allégations ?

Ainsi Larry Summers, président de l'université de Harvard, avançait en 2005 (avant de devoir présenter sa démission et d'être remplacé par une... femme !) que si les femmes sont si peu nombreuses dans les professions scientifiques, c'est

parce qu'elles sont, par nature, moins bonnes en mathématiques. Impossible de nier, en effet, que la gent féminine demeure minoritaire dans ces filières. Irréfutables aussi les résultats aux tests standardisés de mathématiques américains (SAT-M) : au-delà de 700 points, on a 13 fois plus d'hommes que de femmes, rappelle Pascal Huguet du Laboratoire de psychologie cognitive (LPC)¹, qui invite néanmoins à la plus grande prudence quant à l'explication de cette différence.

L'IRM À LA RESCOUSSE

Toute la question reste, en effet, de savoir à quoi tiennent ces écarts de performance. « *Aux différences cognitives entre le cerveau des femmes et celui des hommes* », entend-on dans certains milieux scientifiques nord-américains. Cette supériorité masculine serait due au fait que le cerveau des garçons a, au cours de la vie prénatale, été plus fortement exposé à la testostérone. Ce qui contribuerait à accroître l'habileté à s'orienter dans l'espace et... à cartonner en géométrie. Sauf que ces discours restent spéculatifs faute de preuves expérimentales solides. Certes, il a été montré

que les hommes sont meilleurs statistiquement dans les tests de rotation mentale (faire tourner mentalement un objet dans l'espace) tandis que les femmes se révèlent plus performantes dans ceux de fluence verbale (énoncer des mots débutant par la même lettre). Mais il faut relativiser ces écarts : « *Ils sont seulement de l'ordre de 10 à 15 %, explique Catherine Vidal, neurobiologiste à l'Institut Pasteur. Ensuite, c'est une moyenne statistique avec une forte dispersion des valeurs* », ce qui veut dire que certaines femmes sont meilleures dans les tests des hommes, et réciproquement. De plus, les scores des deux sexes s'égalisent en quelques jours avec l'apprentissage. Difficile, dans ces conditions, de défendre l'hypothèse du rôle de la testostérone. Autre option des tenants du déterminisme biologique, la théorie dite des « deux cerveaux », plus ancienne mais qui a marqué les esprits : si les femmes sont meilleures en fluence verbale, c'est parce que leur hémisphère gauche, spécialisé dans le langage, est plus performant. Les hommes, eux, auraient un hémisphère droit plus actif, ce qui expliquerait leurs capacités spatiales.

RECHERCHES SUR LE GENRE : LE GRAND INVENTAIRE

Bien malin celui qui pourrait sortir de sa manche la liste exhaustive des chercheuses et des chercheurs travaillant en France sur le genre et/ou les femmes ! C'est que ce large champ d'études, transverse à l'ensemble des disciplines scientifiques, souffre d'un manque de reconnaissance institutionnelle dans notre pays, sans parler de la défiance qu'inspire la création de départements spécialisés en Women's Studies ou en Études Genre, comme il en existe aux États-Unis ou en Europe du Nord. Un double handicap qui explique l'éparpillement actuel des chercheurs et chercheurs aux quatre coins du monde de la recherche française et leur manque de visibilité. Une situation à laquelle la Mission pour la place des femmes au CNRS a décidé de remédier en lançant,

à la fin du mois de janvier, avec le concours de l'Institut des sciences humaines et sociales, de l'Institut des sciences biologiques, de l'ensemble des Instituts de l'établissement et des principaux réseaux concernés, le recensement national des chercheurs et des unités s'intéressant spécifiquement au genre ou intégrant cette thématique dans leurs programmes. « *Notre objectif est d'abord de dresser un état des lieux aussi complet que possible de ces recherches en constituant une base de données alimentée par les chercheurs concernés, mais aussi les ingénieurs, les membres associés et temporaires des laboratoires, les doctorants et postdoctorants, etc. Cette base sera consultable sur l'Internet et actualisable en permanence*, commente Sibylle

Schweier, attachée scientifique à la Mission et chargée d'orchestrer cette opération. *Cet outil va permettre de porter ces informations à la connaissance du public national, européen et international, de mettre en évidence les évolutions des thématiques et de favoriser les échanges et les collaborations scientifiques et institutionnelles.* » Un moyen, aussi, de mettre en avant les recherches en clinique, en santé et en biologie encore trop ignorées en France. Une situation d'autant plus regrettable, estime Françoise Moos, directrice du Laboratoire PsyNuGen¹, que, aux États-Unis et en Europe du Nord, le tandem sciences de la vie (SDV)-genre est mis à contribution « *dans des domaines aussi divers que l'étude des risques cardio-vasculaires, la sensibilité à la douleur,*

l'obésité... ». Le négliger biaise, à coup sûr, nombre de résultats scientifiques issus d'expérimentations sur des animaux élevés en animalerie où leur sexe et celui du manipulateur jouent un rôle clé. Dès lors, renforcer la place accordée au « genre » dans l'enseignement et dans la formation des chercheurs – en impliquant le CNRS et les Instituts SDV (Inserm, Inra, etc.) dans une démarche commune via les différents Instituts thématiques multi-organismes (Itmo) mis récemment en place par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche – ne peut être que bénéfique.

Philippe Testard-Vaillant

1. UMR CNRS-Inra-Université Bordeaux-II.

Contacts :
Sibylle Schweier, sibylle.schweier@cnrs-dir.fr
Françoise Moos, fmoos@bordeaux.inra.fr

Pour Catherine Vidal, cette théorie a été invalidée par « *les nouvelles techniques d'imagerie cérébrale par résonance magnétique qui montrent que les hémisphères ne fonctionnent pas l'un sans l'autre et qu'une fonction n'est jamais localisée dans une seule région, mais mobilise un ensemble de zones reliées entre elles* ». Mais ce que révèle surtout l'IRM, insiste la neurobiologiste, c'est la grande variabilité dans l'anatomie et le fonctionnement du cerveau d'un individu à l'autre, quel que soit son sexe. En d'autres termes, nous avons tous des cerveaux différents. De sorte que « *dans ce qui relève des activités cognitives, la variabilité entre les individus d'un même sexe l'emporte le plus souvent sur la variabilité entre les sexes* ».

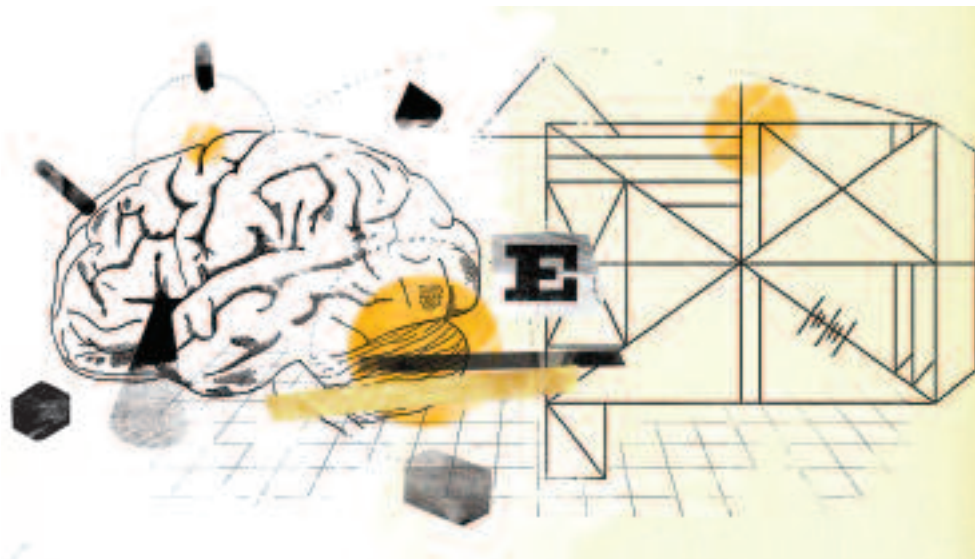
eux. » Autre manifestation notable : l'infériorité des filles dans la première condition s'exprimait même chez celles convaincues de leur supériorité en maths ! Comment expliquer ces résultats étonnants ? Le simple fait d'évoquer la géométrie active en mémoire des connaissances en rapport avec le stéréotype, qui interfèrent momentanément avec la capacité de traitement de l'information et la perturbent. « *Aussi doit-on admettre, conclut Pascal Huguet, que lorsque les femmes réussissent dans ce domaine (et leur supériorité est avérée jusqu'au lycée), cette réussite a lieu en dépit d'un obstacle (le stéréotype négatif) auquel ne sont pas confrontés les garçons.* » Sur les tests de mathématiques très difficiles, les « fortes en maths »

peuvent craindre de confirmer la mauvaise réputation faite aux femmes. Et ce stress est susceptible d'entraîner des performances inférieures à leur compétence réelle, raison pour laquelle même les meilleures en maths sont moins nombreuses que leurs homologues masculins à obtenir de très hauts scores au SAT-M. Enfin, l'idée reçue en question est aussi de nature à décourager celles qui voudraient s'orienter dans les filières scientifiques et techniques, notamment en mathématiques, en sciences physiques et dans les sciences de l'ingénieur.

À droite, la figure employée dans une expérience montrant l'influence des stéréotypes sur les performances en maths des garçons et des filles. >

DES A PRIORI QUI ENTRAVENT

Comment expliquer alors les écarts observés dans les tests de mathématiques ? Par l'influence de certaines idées reçues prégnantes dans notre culture, telles que l'infériorité des femmes en mathématiques. On sait aujourd'hui que la simple connaissance des stéréotypes par l'individu est susceptible d'entraver sa réussite, à tout âge, et même aux niveaux les plus élevés (écoles d'ingénieurs, universités, etc.). C'est ce qu'ont montré Pascal Huguet et Isabelle Régner au LPC¹. Dans l'une de leurs expériences, par exemple, des filles et des garçons de 11 à 13 ans devaient apprendre puis reproduire de mémoire une figure géométrique complexe. Cette activité leur était présentée soit comme un test de géométrie soit comme un test de dessin. « *En condition "géométrie", explique Pascal Huguet, les filles se montraient moins performantes que les garçons, alors qu'en condition "dessin", elles étaient supérieures à*



> La biologie n'aurait donc, finalement, pas grand-chose à voir avec ces différences entre hommes et femmes, si ce n'est celles qui relèvent des fonctions de procréation ? Pas si simple. N'oublions pas que la nature n'est pas immuable, à l'échelle de l'individu comme de l'espèce. Ainsi, nos modes de vie, et notamment les habitudes induites par les normes de genre, sont susceptibles de modifier ce que nous sommes, du squelette au cerveau. « C'est d'ailleurs justement

pour désigner ce phénomène, explique Evelyne Peyre, paléanthropologue au laboratoire Éco-anthropologie et ethnobiologie², que la biologiste Joëlle Wiels et moi-même employons les termes de "sexe social" et de "sexe biologique". Le sexe social, c'est le genre qui s'inscrit dans le corps, dans le biologique. » Un certain nombre des « différences » entre femmes et hommes que l'on attribue aux seuls pouvoirs de Dame Nature, sont donc en réalité induits par les rôles sociaux liés au genre.

Ainsi, la construction et le fonctionnement de notre cerveau évoluent en fonction de l'environnement dans lequel nous vivons et de ce que nous en apprenons tout au long de notre vie. C'est d'ailleurs son immense capacité de « plasticité » qui caractérise le cerveau humain – et explique que personne n'ait le même. Comme le souligne Catherine Vidal, seules 10 % de nos connexions neuronales, ou synapses, sont présentes à la naissance : le reste se met en place ultérieurement en interaction avec le monde environnant. D'où l'importance, selon elle, de l'éducation dans la construction des fameuses identités hommes-femmes : « Les jeunes garçons sont par exemple initiés très tôt à la pratique de sports collectifs comme le football, favorable pour apprendre à se repérer dans l'espace. La formation de circuits de neurones spécialisés dans l'orientation spatiale pourra en être facilitée. » Fort heureusement, de nouvelles connexions neuronales sont sans cesse susceptibles de se créer ou de se résorber : cela explique que les différences entre hommes et femmes dans les tests d'orientation spatiale disparaissent avec l'entraînement... Également soumis à nos modes de vie modelés par le genre, le squelette humain, sur lequel travaille Evelyne Peyre, en porte les traces évidentes. Ainsi, celui des femmes est souvent plus petit et plus fin que celui des hommes, « ce qui est notamment dû à leur alimentation et à leur activité physique différenciées, facteurs qui ont un impact très contrasté sur les os, notamment sur leur développement durant la croissance ». Dans la plupart des sociétés passées et présentes, en effet, les femmes bénéficient de moins de nourriture que les hommes, et de protéines en particulier : soit parce qu'elle revient d'abord aux hommes quand les ressources sont insuffisantes, soit parce que les femmes se restreignent pour rester minces. Et il n'est pas toujours permis aux femmes de pratiquer des activités qui mobilisent le corps et l'aguerrissent. Pas étonnant donc qu'elles aient souvent des squelettes plus faibles que les hommes. Mais il ne faut pas y voir l'œuvre de la nature !

UNE NATURE CONTRASTÉE

D'autant qu'il n'existe pas, biologiquement, deux catégories d'êtres humains (une catégorie homme et une catégorie femme), selon Joëlle Wiels, du laboratoire Signalisation, noyaux et innovations en cancérologie³ : « Rien n'est binaire dans la nature qui présente, au contraire, une extrême variabilité ». Toutes les femmes comme tous les hommes ne sont pas faits sur le même moule, et il ne s'agit pas de deux moules bien distincts. « La "fabrique" du sexe, poursuit-elle, est le résultat d'un processus biologique long – allant du début de l'embryogenèse à la fin de l'adolescence – et d'une extrême complexité, dont de nombreux éléments se retrouvent chez tous les individus à dose

3 QUESTIONS À...

AGNES NETTER, directrice de la Mission pour la place des femmes au CNRS.

Quel est le rôle de la Mission que vous pilotez ?

A.N. : Placée auprès de la direction générale, elle agit, depuis 2001, comme un observatoire chargé d'impulser, de conseiller ainsi que d'évaluer la prise en compte du genre dans la politique globale de l'établissement. La transversalité de sa thématique la conduit à promouvoir les recherches sur le genre et à travailler avec l'ensemble des instituts et des directions du CNRS, en France et à l'étranger.

L'égalité professionnelle progresse-t-elle au sein du CNRS ?

A.N. : Oui, mais lentement. À l'heure actuelle, on compte plus de 42 % de femmes parmi les personnels titulaires, et 44,5 % parmi les collaborateurs non titulaires. Plus d'un tiers des chercheurs et plus de la moitié des ingénieurs et techniciens sont des femmes. Mais on observe de très fortes disparités selon les disciplines. En mathématiques et en physique, il n'y a, respectivement, que 16 % et 17 % de femmes chercheuses. Et le taux de présence des femmes dans les grades élevés reste très inférieur à celui des hommes, toutes disciplines confondues : 12,3 % des chercheurs hommes sont DR1 et DRCE¹, contre seulement 4 % des femmes. Ces écarts ont des causes multiples : le vivier des entrants, l'histoire des recrutements et un modèle de carrière dominant au CNRS comme ailleurs.

Ce modèle valorise la précocité, une disponibilité totale polarisée sur la recherche, la porosité des frontières entre temps professionnel et temps privé, ce qui défavorise les femmes, ou plutôt ceux ou celles qui ont des aspirations et des comportements de genre « féminin » : privilégier l'épanouissement personnel en s'investissant dans une équipe plutôt que dans la réussite individuelle, consacrer du temps à l'éducation des enfants, etc.

Comment remédier à cet état de fait ?

A.N. : Dans le contrat d'objectifs qu'il a signé le 19 octobre avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le CNRS s'est engagé à mettre en œuvre un plan d'action 2009-2013 en faveur de l'égalité professionnelle. En tant que force de propositions, la Mission travaille avec la direction des ressources humaines, l'ensemble des Instituts et le Comité national à l'élaboration de mesures concrètes autour du recrutement, de la carrière, de la parentalité... Cette plate-forme fera l'objet de négociations avec les syndicats. Parallèlement, le CNRS poursuit ses actions de sensibilisation en direction du vivier en produisant des supports pédagogiques, en participant à des colloques, à des salons et à des prix destinés à promouvoir des modèles scientifiques féminins... Sans oublier que le livret (téléchargeable) *La parité dans les métiers du CNRS*, qui compile toutes les données relatives à la situation des femmes au CNRS, sera désormais réactualisé chaque année, ce qui constitue une première pour un établissement à caractère scientifique et technologique ! Tout souci d'équité mis à part, favoriser la mixité des équipes est, à coup sûr, un gage d'excellence pour le CNRS à l'heure où le monde de la recherche est de plus en plus ouvert et concurrentiel.

Propos recueillis par Philippe Testard-Vaillant

1. Directeur de recherche de niveau 1 et directeur de recherche de classe exceptionnelle.

Contact : Agnès Netter, agnes.netter@cnrs-dir.fr





variable, dit la chercheuse, qui précise « qu'il n'existe pas de critère biologique, ni même un ensemble de critères qui permettrait de tracer une frontière infranchissable entre les "hommes" d'un côté, et les "femmes" de l'autre. » Conclusion : c'est le genre, et non le sexe, qui divise les individus entre « hommes » et « femmes ».

Pour la socio-anthropologue Priscille Touraille, du laboratoire Éco-anthropologie et ethno-biologie², si l'on ne peut pas contester l'existence de caractères sexuels – ceux qui relèvent de l'appareillage génital, par exemple –, l'intérêt est de montrer que certains d'entre eux – notamment les caractères sexuels dits secondaires⁴ – pourraient être, bien que parfaitement biologiques, à 100 % d'origine sociale ! Ainsi du « dimorphisme sexuel de stature » – soit « l'écart de taille corporelle entre la moyenne du groupe des femmes

Sur ces planches d'anatomie du XVIII^e, la cage thoracique des femmes est beaucoup plus étroite que celle des hommes : une différence « naturelle » liée au port du corset.

et celle du groupe des hommes » – qui, si l'on se place à l'échelle de l'évolution de l'espèce humaine, perdure. Un phénomène étrange puisque « dans l'optique d'une adaptation biologique optimale, les femmes devraient être, en moyenne, de plus grande taille que les hommes », explique Priscille Touraille. En effet, plus les femmes sont grandes, moins elles encourent de risques à l'accouchement et plus leurs enfants ont de chances de survie... Le succès reproductif de l'espèce humaine s'en trouve donc accru. Comment se fait-il alors que la taille des femmes ne « rattrape » pas celle des hommes ? Si l'on préfère, pourquoi les femmes petites et les hommes grands sont sélectionnés au cours du temps ? Parce que plus on est petit et moins on a besoin de moins manger pour survivre. Or « les femmes ont un accès limité aux ressources alimentaires dans pratiquement toutes les cultures. Et ce alors qu'elles procréent et qu'elles travaillent généralement plus dur que les hommes ». De nouveau, le genre est donc passé par là.

Mais ce n'est pas tout ! Une autre hypothèse récente est celle qu'aux hommes petits, les femmes préfèrent des conjoints de haute stature, quand les hommes, eux, choisissent plutôt des compagnes plus petites qu'eux. Résultat : « Les hommes de petite taille et les femmes de grande taille produisent moins de descendants, ce qui relève d'un type tout à fait clair de sélection sociale ». La chercheuse interprète cette explication à l'aune des pratiques de discrimination liées aux idéologies de genre selon lesquelles les hommes doivent être plus grands que les femmes. Ainsi, défend-elle, la différence de stature entre hommes et femmes est capable d'apparaître et de persister par la seule force d'une idée.

Hommes, femmes serions-nous donc faits pareils ? À quelques détails près, oui. Mais nous sommes surtout, quelque que soit le sexe que nous avons et le genre qui va avec, tous uniques et singuliers.

Stéphanie Arc

1. Unité CNRS / Université de Provence-Aix-Marseille-1.
2. Unité CNRS / MNHN.
3. Unité CNRS / Université Paris-XI / Institut Gustave-Roussy.
4. Différences entre le corps des femmes et des hommes qui se développent à la puberté : hauteur de la voix, pilosité, stature, répartition de la masse grasseuse, etc.

CONTACTS

- Pascal Huguet, pascal.huguet@univ-provence.fr
- Catherine Vidal, catherine.vidal@parisdescartes.fr
- Evelyne Peyre, peyre@mnhn.fr
- Joëlle Wiels, joelle.wiels@igr.fr
- Priscille Touraille, touraille@mnhn.fr

POUR EN SAVOIR PLUS

À LIRE

- > *Cerveau, sexe & pouvoir*, Catherine Vidal et Dorothée Benoit-Browaens, coll. « Regards », éditions Belin, 2005, 112 p.
- > *Le corps, entre sexe et genre*, ouvrage collectif, coll. « Bibliothèque du féminisme », éd. L'Harmattan, 2005, 170 p.

- > *Dictionnaire critique du féminisme*, ouvrage collectif, éd. PUF, 2004, 352 p.
- > *Les femmes et leur histoire*, Geneviève Fraisse, coll. « Folio Histoire », éditions Gallimard, 1998, 624 p.
- > *Histoire du féminisme*, Michèle Riot-Sarcey, coll. « Repères », éd. La Découverte, 2008, 120 p.

- > *L'invention du naturel, les sciences et la fabrication du féminin et du masculin*, Delphine Gardey et Ilana Löwy (dir.), éditions des archives contemporaines, 2000, 227 p.
- > *Les résistances des hommes au changement*, Anne-Marie Devreux, « Cahiers du genre » n°36,

- éd. L'Harmattan, 2004, 264 p.
- > *Travail et emploi des femmes*, Margaret Maruani, coll. « Repères », éd. La Découverte, 2006, 128 p.

À VOIR

- > *Dans la tête des filles* (2001, 22 min), de Laure Delasalle, produit par Amorce films et CNRS Images.

À visionner en ligne sur : http://videotheque.cnrs.fr/index.php?urlaction=doc&id_doc=915&rang=1

Contact :

Véronique Goret (Ventes), CNRS Images – Vidéotheque, Tél. : 01 45 07 59 69 – videotheque.vente@cnrs-bellevue.fr